

Le collège Leclerc se mobilise

« Chers collègues,

Les pouvoirs publics nous ont rappelé que nous faisons face à une menace sanitaire ainsi qu'à une menace terroriste. Diverses dispositions ont donc été mises en place. »

Voilà comment débute le document que nous, enseignants du collège Leclerc de Schiltigheim, avons reçu le vendredi 30 octobre 2020 en préparation de cette rentrée scolaire particulière. Une rentrée durant laquelle il allait falloir expliquer aux élèves l'assassinat de notre collègue Samuel Paty, décapité pour avoir enseigné la liberté d'expression. Une rentrée durant laquelle il allait falloir s'adapter pour que les élèves puissent continuer à recevoir dans les conditions sanitaires les moins dangereuses possibles un enseignement digne de ce nom.

On aurait pu attendre que les dispositions mises en place soient à la hauteur des enjeux annoncés. Aujourd'hui, nous, personnels élus et non élus du collège Leclerc de Schiltigheim, sommes en grève pour montrer qu'il n'en est rien. Voici quelques exemples de ces dispositions, dont nous pensons qu'il est important que chaque citoyen ait connaissance.

L'hommage à Samuel Paty aurait mérité un temps de concertation au sein des équipes éducatives, une préparation d'un discours cohérent et essentiel à tenir aux élèves, une minute de silence en hommage à notre collègue, et surtout, une position intransigeante sur la défense de la liberté d'expression. Avec l'annonce d'un créneau de 2h banalisées dès lundi matin, nous y avons cru. Trop vite, malheureusement. Annulation de ce créneau, report du temps de concertation, lecture d'un texte imposé. Un texte, la *Lettre aux instituteurs et aux institutrices* de Jean Jaurès datant de 1888, magnifique texte, mais d'une complexité incroyable pour des élèves du secondaire. Un texte décontextualisé, sans occasion de l'expliquer aux enfants. Pire encore, un texte envoyé tronqué, où le paragraphe remettant en cause la politique d'évaluation du système éducatif a été tout simplement effacé. Comment transformer un document historique et parler dans le même temps de liberté d'expression ? Par quel paradoxe notre ministère pourrait-il nous expliquer tenir des discours de défense de cette liberté d'expression d'une part, et nous enlever l'occasion d'avoir une expression libre d'autre part (« l'école de la confiance » disait-il) ? Et comment avoir une position ferme et claire sur le sujet face à des élèves de tous âges, comment répondre à leurs incompréhensions, à leurs angoisses, quand nous, leurs professeurs, nous sentons si peu respectés dans notre émotion, notre intelligence collective, nos efforts déployés ?

Car oui, nous déployons des efforts immenses pour tenter de rester à flot, faisant vivre chaque jour un peu plus le mythe de Sisyphe, ce personnage puni à pousser éternellement une pierre au sommet d'une montagne, d'où elle finit toujours par retomber. La pierre nous paraît de plus en plus lourde : en plus des nombreuses missions qui nous ont été confiées au cours des dernières années, en plus de l'enseignement et sans aucun dédommagement, nous voilà maintenant garants du bon déroulé d'un protocole sanitaire soi-disant « renforcé ». Nos séances de 55 minutes de cours se sont transformées en 15 minutes de lavage de mains au seul lavabo disponible pour les 25 élèves de nos classes ; à 5 minutes de désinfection de notre matériel partagé, quand il est là, à coup de lingettes désinfectantes, quand elles sont là ; à 5 minutes d'ouverture/fermeture de fenêtres, quand elles sont en état, par des élèves à qui on a confié cette nouvelle « mission citoyenne ». Le tout avec des masques traités à coup de produits toxiques, et des produits sanitaires rationnés, en quantité insuffisante et qui grèvent une bonne partie du budget de l'établissement au détriment des projets éducatifs. Ne parlons pas de la distanciation physique, dans des réfectoires blindés, dans des classes minuscules où s'entassaient des élèves pour qui il a été refusé, par notre ministre, le recours au demi-groupe, pourtant annoncé par le ministre lui-même en juin. En résumé, des conditions aberrantes, pour que les élèves puissent recevoir, au mieux, 30 minutes d'enseignement par séance, entrecoupées de phases de rappel sur des gestes barrière qu'on leur demande d'appliquer malgré tout.

Cette situation pourrait s'approcher de près d'une farce des temps modernes. Malheureusement, elle ne fait plus rire personne sur le « terrain », cet endroit où nous, professeurs et communauté éducative, tentons de sauver et défendre ce qui nous reste d'énergie et de valeurs de la République. Elle ne fait plus rire personne lorsqu'il semble que la communication du ministère considère que les chaînes d'informations en continu et twitter seraient devenus les canaux officiels de la communication de l'État envers ses agents. Elle ne fait plus rire personne lorsque nos boîtes mail professionnelles se remplissent plus de craintes et d'inquiétude des élèves, des parents, des collègues, que d'informations concrètes de notre ministère. Nous étions déjà convaincus de mériter davantage de respect de la part de notre hiérarchie. Mais nous sommes maintenant convaincus que les élèves méritent davantage de respect de la part de la République.

Les personnels mobilisés du collège Leclerc solidaires du mouvement national qui se poursuivra mardi 10 novembre par une nouvelle journée de mobilisation.

